

## Burundi : la police s'active contre les quartiers contestataires

RFI, 26-09-2015 Au Burundi, cela fait cinq mois que les premières manifestations contre la candidature de Pierre Nkurunziza à l'élection présidentielle ont eu lieu. Elles ont également donné lieu aux premiers tirs contre les protestataires et aux premières violences. Depuis, le chef de l'Etat a été élu au cours d'un scrutin toujours contesté par l'opposition et la société civile. Quelle est la situation dans les quartiers contestataires de Bujumbura ? La police y multiplie les blocus, les fouilles et les perquisitions à la recherche d'armes. Chaque semaine, elle dénonce des attaques contre ses agents menées par des hommes qu'elle qualifie d'« d'insurgés » ou de « criminels ». Il y a encore eu des affrontements jeudi 24 septembre, au soir, à Cibitoke. RFI a pu joindre des habitants de ces quartiers.

Chaque semaine, des quartiers sont bouclés, comme jeudi à Cibitoke. Pendant plusieurs heures ou jours, personne n'est autorisé à sortir, exception faite, parfois, pour les colliers. Ces mesures drastiques sont vécues comme une punition par cet habitant de Cibitoke. « Ils n'ont pas le droit d'empêcher quelqu'un d'aller au marché, d'aller à son boulot. S'il y a un malade, il ne peut pas aller se faire soigner. Les femmes enceintes, sur le point d'accoucher ne peuvent pas se déplacer. Il y en a qui meurent à cause de cela. Ce sont des punitions et elles sont visibles », accuse donc cet habitant. Ils seraient ainsi punis pour avoir manifesté contre le troisième mandat car, selon lui, si la police était de bonne foi, elle ferait des fouilles ciblées. Aujourd'hui, personne ne nie qu'il y a des armes ainsi que des affrontements à l'intérieur des quartiers mais, selon cet habitant de Mutakura, la faute en revient à la police elle-même. « La police a tué des gens innocents qui manifestaient et qui avaient même les mains en l'air et voilà que ça se termine en guérilla. Maintenant, la police tue et la population essaie de se défendre. Ils ne ramèneront jamais la sécurité ; ils vont plutôt nous enfoncer dans la pire insécurité parce que si cela continue comme ça, toute la population risque de s'armer et ce sera pire », a-t-il déclaré à RFI. Si de nombreux habitants ont fui, ceux qui restent d'opèrent des assassinats, les disparitions, les arrestations arbitraires et les passages à tabac dont ils se disent victimes quasi quotidiennement. Et puis, par ailleurs, il y a ces corps découverts, chaque semaine, à savoir des hommes, visiblement torturés ou assassinés, avec parfois les mains liées. Les habitants de ces quartiers contestataires accusent les autorités de les jeter là, en guise d'avertissement. De son côté, la police dit avoir retrouvé, vendredi, chez un pasteur, des armes et des uniformes militaires dans le quartier de Gihosha et arrêté six personnes dont le pasteur lui-même, suite à cette découverte.